

Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 687 - 1^{er} Avril 1999 - Prix 2,50 F



La présentation de la liste à laquelle participent les Communistes a fait événement. Télévisions, radios y ont consacré de larges échos. La presse écrite nationale et régionale n'a pas fait exception : « L'irruption du mouvement social et citoyen dans le débat politique européen » « La liste conduite par Robert Hue traduit l'ouverture à une modernité humaniste » « Quelque chose de profond est en train de bouger en politique »...

« Les hommes élèvent trop de murs et ne construisent pas assez de ponts », affirmait Saint-Exupéry. Les Communistes veulent s'attaquer à tous les murs et s'attacher à construire des ponts : entre les citoyens, les sociétés, les peuples, les nations.

Ce choix vaut pour l'Europe, pour faire bouger l'Europe. 87 hommes et femmes se sont rassemblés dans une commune volonté euroconstructive, à partir de leurs expériences professionnelles, de leurs luttes pour transformer le cours des choses, de leur vie même qui se heurtent chaque jour aux dogmes régnant du libéralisme.

Pour eux, c'est à partir des exigences du mouvement civique et social en France et en Europe qu'il faut réorienter la construction européenne, avec de fortes priorités sociales, humaines et citoyennes.

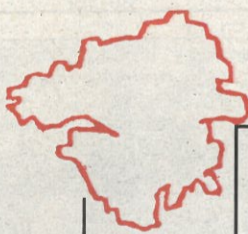
Le succès de cette liste le 13 juin vaudra dire : « Il y a des citoyens résolus à ne laisser qui que ce soit - fût-ce la gauche plurielle - décider et gouverner seul; des citoyens attentifs à proposer, orienter, peser, inventer au plus près des luttes, des solitudes, des inquiétudes et des rêves des gens ».

C'est en sortant des sentiers battus, en permettant à la société civile de faire irruption en tant que telle dans la vie politique française que la donne est bousculée. L'initiative prise par le Parti Communiste contribue à un début de redistribution des cartes en faveur des forces de progrès. En retissant le lien rompu entre les citoyens et la vie politique, la liste enclenche une dynamique bénéfique pour la réussite du changement, un nouveau partenariat entre le mouvement social et les forces politiques de gauche. Cette nouvelle manière de faire de la politique doit beaucoup au plaisir qu'on peut avoir à participer à une campagne tonique qui bouscule les rituels convenus, les cadres soigneusement délimités, les codes pour initiés. D'ici le 13 juin, ce sera une campagne sérieuse, une campagne joyeuse. Avec des atouts sérieux, affichant des ambitions, un projet euroconstructif, une liste dynamique et ouverte.

Des millions de Françaises et de Français sont dans l'attente. Ils demandent à voir. S'ils voient qu'effectivement ce que font les Communistes et ce qu'ils proposent correspond à ce qu'ils disent, alors ils peuvent franchir le pas et retrouver ou trouver le goût de la politique, notamment les jeunes.

**Faire
bouger
l'Europe**

**La liste conduite
par Robert Hue
c'est l'événement politique**



ACTUALITÉ

Dossier de NLA

► Il faut reprendre le chantier de la transformation de l'école, 2 pages sur le malaise profond dans l'Education Nationale font l'objet d'un nouveau dossier des Nouvelles.

Lire pages 3 et 4

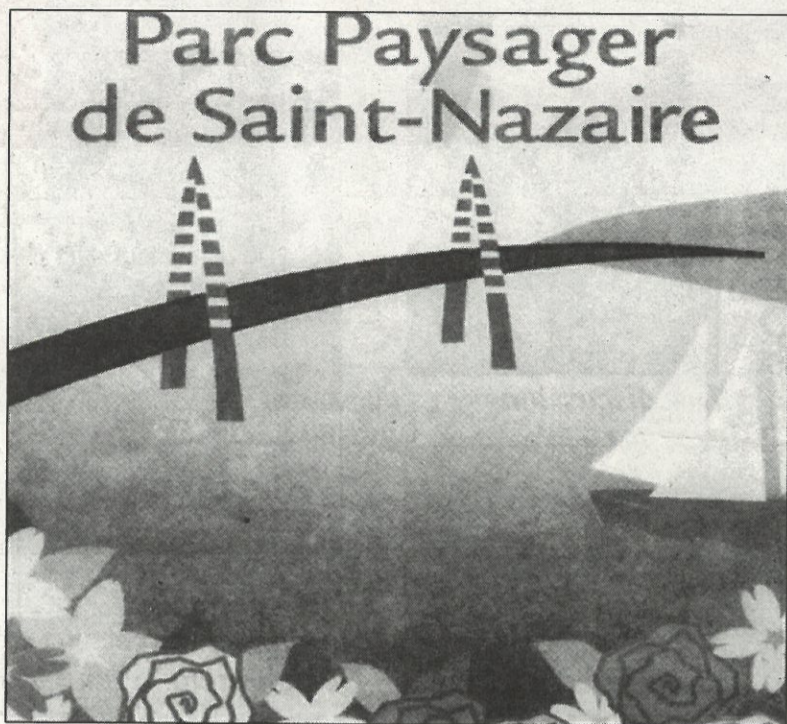
Rencontres et initiatives

► De Saint Nazaire à Nantes, les rencontres et débats se multiplient à l'initiative des Communistes, mais également dans l'action à l'exemple de celle menée contre l'expulsion de Adjèle à Nantes ou contre l'insécurité à Saint Nazaire.

Lire pages 5 et 8

LA FÊTE...

22-23 MAI 1999



**Mercredi 7 avril
à partir de 17 h
à la Cafétéria
de la Maison
du Peuple
à St-Nazaire**

**1^{er} rendez-vous
de la
préparation
de la Fête**

Du nouveau dans la Fête

**C'est ce que
nous vous
avons
annoncé
lors de
notre dernière
édition des
Nouvelles.**

**Au fil des
jours, des
nouvelautés
interviennent,
des
propositions
se confirment,
des surprises
viennent
marquer la
préparation
du week-end
de la
Pentecôte.
Dans notre
rubrique la
gazette de la
Fête, nous
développons
les premières
photos de
l'édition 1999.**

De vous à moi, vous êtes cordialement invités

«La fête, ce ne sont pas les autres, je ne sais pas qui décidera là-bas, c'est moi, c'est toi, c'est tout simplement nous !».

«Mais que fais-je pour cette fête...? Pas grand chose, mais ce petit plus qui pourtant semble si mince par rapport à toutes les énergies qui sont nécessaires, a permis d'arriver à ce que nous avions souhaité, c'est à dire une belle et grande fête, dynamique et conviviale, tant sur le plan festif que politique».

Cette réflexion, nous pouvons être des milliers à nous la faire, que l'on

soit communiste ou non. Mais qu'est-ce que ce petit plus ? Une vignette supplémentaire vendue, la discussion avec un voisin, un ami proche qui l'a convaincu de venir au Parc Paysager, la décision de tenir un stand avec des copains ou d'aider à une activité sur la fête.

C'est tout simplement comme cela que la fête se gagne.

Nous avons besoin d'associer le maximum de personnes à la construction, à l'élaboration, à la réussite de la fête.

Tous ceux qui y participent, ne serait-ce qu'un

peu, en sont les artisans. Nous avons des choses à nous dire, des réflexions à échanger, des expériences à confronter, c'est le sens des rendez-vous de la fête que nous allons tenir d'ici la Pentecôte.

Le premier d'entre eux aura lieu à Saint-Nazaire, à la Cafétéria de la Maison du Peuple de 17h à 20 h le mercredi 7 avril.

Nous vous y invitons, et autour d'un verre et d'un petit four, nous vous présenterons la fête en faisant un premier point ensemble de sa préparation.



Denis Cohen sera l'un des animateurs politiques de notre fête 1999.

Membre du Comité National, Denis est également candidat sur la liste aux européennes en 13^{ème} position.

Militant, syndicaliste dans le secteur de l'énergie, il est une forte personnalité du mouvement syndical français. Il prendra la parole le dimanche à 16 h 00.

La gazette de la Fête

► C'est parti

- La vignette est à présent dans toutes les sections au prix de 30 francs. Elle permet, comme tous les ans, l'entrée gratuite durant les 2 jours à la fête et donnera lieu à un tirage où de nombreux lots seront répartis.

Il est maintenant nécessaire d'assurer à chaque communiste la possibilité d'en diffuser autour de lui, c'est de cela que dépendra le succès de la Fête 1999.

► C'est parti (bis)

- Le concert de Rachid Taha le dimanche à 17h00 donne lieu cette année à une billetterie spéciale assurée par différents organismes de vente.

La FNAC à Nantes, Nuggets à Saint-Nazaire et Trignac, Escal Bleu Marine à Rezé, les magasins Carrefour dans le département, la Maison des Etudiants à Nantes et Gilradio à Saint-Nazaire. Cette billetterie concerne bien évidemment toutes celles et ceux qui ne seraient pas possesseurs de la vignette.

► C'est nouveau

- Un espace multimédia élargira avantageusement l'espace livre que nous avons anciennement sur la Fête. A l'heure où ces lignes sont écrites, il est encore difficile d'apporter des précisions sur le contenu exact de cet espace. Toutefois, la certitude c'est que les surprises ne manqueront pas... A suivre.

► C'est nouveau (bis)

- L'agora au Parc Paysager. Il s'agissait chez les Grecs d'une place publique d'une ville où se tenaient des assemblées politiques. C'était le lieu de réunion de l'assemblée du peuple, nous dit le dictionnaire.

Ce sera sur la Fête 1999 un lieu permanent d'échanges, de débat, de confrontation sur des sujets de société, avec la participation de responsables, de citoyens, de ceux qui, sur des sujets très divers, sur lesquels nous reviendrons par la suite, veulent donner leur avis, leurs idées, leurs propositions. A suivre.

► On réfléchit

- Nous l'avions lancé il y a 3 ans, nous vous proposons d'y revenir cette année: " En direct avec la presse " espace dans lequel nous retrouverons les signatures de la presse locale et régionale et des responsables politiques. Là aussi des surprises peuvent vous attendre.

► On assure

- Le car Pernod sera cette année encore sur la Fête où il participera à une série d'animations, chansons, musique, jeux et divertissements.

► On assure (bis)

- Les Communistes cheminots de Nantes vous font part de la naissance de deux petits cochons de lait qui seront à déguster sur leur stand. Devant le succès rencontré l'année passée, non seulement on recommence, nous dit l'un des animateurs du stand, mais on double la commande. Un homme averti en vaut deux...

Les dossiers de



Le malaise est profond chez les enseignants. D'abord pour des raisons qui tiennent à la dignité de leur profession. Ils refusent d'être les boucs émissaires des dysfonctionnements du service public, voire des maux de la société.

Ces dernières années sont émaillées de leurs luttes, de celles des jeunes, soutenues par la population pour défendre le service public, pour l'accès aux études, pour des moyens. Elles ont permis de résister à l'offensive libérale, de conserver un service public national de qualité, ce qui n'est pas toujours le cas en Europe!

Aujourd'hui notre école doit répondre à de nouveaux défis. Celui de la qualité, celui de la démocratisation mais aussi celui des valeurs.

Des transformations sont nécessaires ; statu quo, repli, immobilisme ne sont pas de mise.

Or précisément, les enseignants veulent être écoutés. Ils ne sont pas les seuls concernés, loin s'en faut. L'école est l'affaire de toute la société mais ils revendiquent légitimement d'être les acteurs des changements à opérer.

En l'état actuel des choses, les projets du gouvernement ont suscité des inquiétudes. Les raisons en sont diverses: parfois critiquables sur le fond, manque de moyens réels, défaut de démocratie, souvent inacceptables quant à la méthode.

La droite investit fortement ce terrain de l'école et tente de capter ces inquiétudes à son profit. Mais les transformations qu'elle prône - privatisation du service public, marchandisation des formations, mise en concurrence des établissements - tournent le dos aux intérêts des jeunes et du pays.

Il est temps, grand temps nous semble-t-il de reprendre le chantier: il faut donner confiance aux enseignants et des perspectives à la jeunesse et aux familles.

Le gouvernement doit donner des signes forts d'une ambition réelle pour l'école. Il doit prendre l'initiative d'un grand débat public, démocratique sur le contenu de la politique éducative.

Déclaration de Nicole BORVO
Secrétaire du Parti communiste français
Paris, le 19 février 1999



Emoi mondain

Un entrefilet du journal Le Monde semble provoquer beaucoup d'émotion dans les rangs des syndicalistes et des militants enseignants. Fruit d'une indiscrétion bien orchestrée, il affirme qu'au cours du Conseil des ministres du 10 mars, divers ministres - dont deux ministres communistes - auraient "tenu à manifester leur soutien à la réforme de M. Allègre". Rien de bien étonnant à ce que cette réforme soit venue à l'ordre du jour et qu'elle ait fait l'objet d'interventions de quelques ministres. Mais, pourtant bien tenu au courant semble-t-il, Le Monde se garde cependant de donner très précisément le contenu exact de celles-ci et se permet d'en induire un soutien unanime, sans aucune nuance ni réserve.

Depuis quand faudrait-il faire ainsi confiance à un seul journal - s'agissant même du sacro-saint Monde - en abandonnant à ce point cette vigilance critique que les enseignants sont justement censés apprendre à leurs élèves ? Ne serait-il donc plus évident : que ce journal s'investisse toujours beaucoup dans la défense du ministre, qu'il n'apprécie guère la présence des communistes dans la gauche plurielle et qu'il prenne souvent ses désirs pour des réalités ?

Il faut reprendre le chantier de la transformation de l'École



Allègre... et après ?

D'abord, après une étrange consultation aux conclusions bouclées d'avance, ce fut le temps d'un premier essai de passage en force. Il s'est accompagné d'attaques verbales qui n'étaient en rien des dérapages. Il s'agissait surtout, sous un habillage étroitement "pédago", de tenter d'imposer une réforme à moyens constants. Ceci, afin de respecter les engagements de maîtrise des dépenses publiques inscrits dans le Pacte de stabilité d'Amsterdam. Sachant bien les réactions que cela pourrait entraîner, il fallait d'emblée, par de telles saillies médiatiques, tenter de disqualifier tous ceux qui, enseignants et syndicats, étaient, en première ligne, susceptibles de s'y opposer.

Ensuite, et avec les mêmes, vint pourtant le temps d'une négociation quasi secrète, assurément obscure. Cette nouvelle étape, relevant du pilotage à vue, a surtout révélé l'extrême diversité du monde de l'éducation. L'effet n'en fut d'ailleurs guère meilleur, générant soupçons, arrière-pensées et, finalement, une confusion plus grande encore.

Enfin, avant l'ultime passage à l'acte, une nouvelle contre-offensive médiatique a cherché à restaurer le crédit d'un ministre qui a surtout réussi à se mettre à dos la quasi totalité du corps enseignant. Peine perdue. Voici donc les profs massivement dans la rue. Mais qui peut soutenir que ce n'est pas sans ambiguïté ? Quant à l'opinion, deux sondages récents (Dans Libé et Ouest-France) montrent qu'elle est très partagée, selon des clivages inattendus. Au final, ce

ministre de gauche bénéficierait davantage du soutien de l'électorat de droite, le plus âgé, le plus ultralibéral et le plus étranger aux problèmes d'éducation.

Maintenant que le temps des effets d'annonce et des flous artistiques semble révolu, une exacte mise à plat de l'état des projets de réforme s'impose. Il faut admettre que le ministre - bien mieux qu'il ne connaît la loi de la chute des corps ou les règles élémentaires de l'orthographe - sait bien ce qu'il veut et ce qu'il fait. Comment faire valoir d'autres choix ? Il ne suffit pas de faire rimer "bouffon" et "démission", ni même de diffuser le cri du mammouth (en colère ou en rut, on ne sait ?...). Cela est sans doute drôle, mais ne saurait, évidemment, faire le compte.

Or, l'enjeu est d'importance, et ne concerne pas que les seuls enseignants, quoi qu'ils en pensent parfois. C'est bien l'avenir du système national d'enseignement public qui est en cause. Il y faut donc un débat sérieux et approfondi. De ce point de vue, la "Charte du Lycée du XXIème siècle" doit être vraiment lue. Est-elle donc si détestable ? Mais, si elle comporte beaucoup de bonnes intentions, on n'oublie certes pas que l'enfer lui-même en est pavé. Et, justement, pendant qu'on faisait diversion avec des propositions fluctuantes, en trompe l'œil, des atteintes bien plus inquiétantes encore ont été portées au système éducatif public, sans susciter beaucoup de réaction. C'est le cas, notamment, avec la déconcentration du mouvement

des postes d'enseignants qui porte gravement atteinte à son caractère national et accentue, dès à présent, l'hyper-précarité de nombreux maîtres, comme elle fait peser de lourdes menaces sur la prochaine rentrée.

La démission d'Allègre serait-elle donc une issue suffisante ? Le simple bon sens répond : à quoi bon prendre quelqu'un d'autre, si c'est pour faire, à peu près, la même chose. Par ailleurs, croit-on sérieusement que 3 ministres communistes pourraient suffire à faire efficacement obstacle, et au sein du seul gouvernement, à certaines de ses orientations négatives en matière d'éducation ? N'aurait-on donc pas rompu avec le réflexe ancien de la délégation de pouvoir et négligerait-on la nécessité de construire un rapport de force plus large et moins fragile. Faut-il, également, faire table rase de toutes les propositions avancées jusqu'à présent dans le débat, et repartir de zéro, au risque d'alimenter le soupçon d'immobilisme, d'accréditer le maintien du statu quo, de nourrir le reproche de n'avoir pas la volonté de répondre assez vite aux urgences ?

Au delà d'un éventuel départ d'Allègre, ce sont bien toutes ces questions qui se posent désormais avec force. Nous devons, à partir de nos propres propositions de parti politique, contribuer à y apporter des réponses, dans l'intérêt, non seulement des profs ou des instits, mais surtout des élèves, de leurs familles et du pays.

J-Y. M

Il faut reprendre le chantier de l'école



Quels «Nouveaux Lycéens» ?

Parmi ces «nouveaux lycéens», ceux qui, il y a une décennie ou deux, n'accédaient pas aux études secondaires longues, certains réussissent et d'autres pas. Pourquoi ? La question est d'importance si la démocratisation du Lycée ne peut se réduire à une simple massification. Elisabeth Bautier et Jean-Yves Rochex se lancent dans une investigation de ce problème.

Certes, les auteurs ne partent pas de rien. Ils synthétisent leurs études et les études produites par d'autres chercheurs et tentent d'en cerner les limites pour mieux les dépasser. L'observation fine de différents travaux écrits, l'analyse détaillée d'entretiens d'élèves définissent deux séries

d'attitudes. Non pas qu'elles permettent de classer les «nouveaux lycéens». Plus ou moins présentes chez les uns et les autres, elles font obstacle ou facilitent la réussite. Ainsi, à l'aide de données concrètes, le lecteur pénètre ce monde mal connu, souvent ignoré, où, la plupart du temps le constat masque l'analyse.

Reste à en tirer les conclusions pratiques. Si l'équipe enseignante n'est pas seule en cause, son rôle est important. Il ne s'agit pas de baisser le niveau d'exigences, bien au contraire. En allant au-delà des fausses oppositions entre pratiques pédagogiques, les enseignants doivent trouver ensemble les moyens de faciliter le

cheminement de l'élève. Un itinéraire qui lui permettra de vaincre ses propres résistances, de «se» construire en s'appropriant savoirs et réflexion personnelle.

C'est tout le contraire d'une démarche enfermant dans un ghetto; elle induit les enseignements d'une portée plus générale, valables pour tous les lycéens, anciens ou «nouveaux». La véritable transformation de l'école est au rendez-vous. Qui s'en étonnerait, elle n'est pas livrée clé en main.

D. Cadenel (dans *Regards* n°44, mars 1999)

E. Bautier et J.-Y. Rochex. *L'expérience scolaire des nouveaux lycéens*, A. Colin, 1998

Une brochure Débattre et agir pour construire l'école

Le Parti Communiste Français a été de toutes les luttes pour l'école publique. Il veut contribuer à des transformations progressistes bien en phase avec les besoins de notre pays.

Dans cette brochure, sont rassemblés des objectifs et des propositions qui proviennent d'un travail collectif effectué, avec d'autres, par les Communistes.

Ce sont des réflexions destinées à nourrir le débat public et l'action

pour une école de la réussite.

Au sommaire de la brochure :

* **Les Objectifs** : une formation de haut niveau pour tous

* **Les Moyens** : un budget ambitieux

* **L'Égalité** : des mesures urgentes

* **La Réussite** : l'échec scolaire n'est pas fatal

* **Les Programmes** : une culture commune

* **Les Structures** : les réformes nécessaires

* **Le Service public** : une responsabilité nationale

* **Les personnels** : au cœur d'un système éducatif transformé

* **Les Droits** des enseignants, des parents, des jeunes

* **L'Europe** : développer les coopérations et les échanges

La brochure (n°448 de *L'École et la Nation*) est disponible auprès des sections de la Fédération du P.C.F.

Un sondage qui vient contredire les propos du Ministre

Le journal *Libération* a publié récemment un sondage CSA portant sur l'opinion des parents d'élèves sur les enseignants. Or, malgré l'attente visible de son commanditaire, espérant sans doute trouver là un soutien pour le ministre, les résultats viennent, à l'inverse, le démentir sur bien des points.

Les parents sont ainsi une large majorité à continuer de faire confiance aux enseignants pour assurer l'éducation de leurs enfants (82%). Ils estiment également à 84% qu'ils sont compétents dans leur discipline. En dépit des affirmations contraire du ministre, ils sont même presque une majorité (49%) à estimer qu'ils ne sont pas trop souvent absents.

Les syndicats sont loin d'être condamnés. Bien au contraire. Les parents jugent à 57% que les syndicats enseignants sont surtout soucieux de l'intérêt des élèves et qu'ils représentent bien le corps enseignant. 53% estiment que les syndicats sont favorables au changement. Par comparaison avec un précédent sondage du même institut, ce pourcentage se serait même amélioré depuis août 1997. Si l'objectif du ministre était de convaincre l'opinion du contraire, il semble donc bien qu'il ait obtenu un résultat inverse de celui qu'il cherchait. «De toute évidence», reconnaît même *Libération* avec un certain dépit, «les nombreuses dénonciations du corporatisme, de l'immobilisme ou encore de l'archaïsme de certains syndicats n'ont pas massivement convaincu».

Enfin, les parents font donc largement preuve d'un solide bon sens. D'abord, ils sont une majorité (51%) à considérer que ce qui fait véritablement obstacle à une réforme du système éducatif, c'est en premier lieu le manque de moyens financiers. 63% sont ensuite d'accord avec l'idée que «les choses [ne] s'amélioreront dans le système scolaire [que] si les syndicats y participent». Voilà qui devrait encourager le ministre à mettre fin à ses tergiversations, et le conduire à ouvrir de véritables négociations, avec tous les intéressés - élèves, parents et profs - sur l'avenir du système scolaire de notre pays.

Rencontre débat organisé par le P.C.F.

L'ÉCOLE, LA FORMATION, L'UNIVERSITÉ AUJOURD'HUI

UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

MARDI 27 AVRIL À 18 H 30

Avec la participation de **Brigitte Dionnet** membre du Comité National

Le lieu sera précisé ultérieurement



Dans la manif...

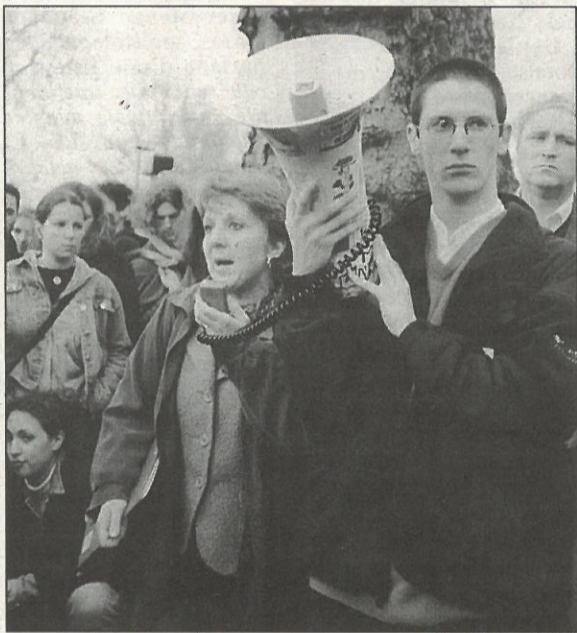
Assurément, ce fut une manifestation ample. La querelle des chiffres ne peut être, très précisément tranchée. Mais, sachant qu'au départ, la place Denfert-Rochereau était noire de monde et qu'une fois le cortège ébranlé, il avait déjà atteint le Ministère, rue de Grenelle, alors qu'au quartier Latin, tout le Boul'Mich et les quais de Seine étaient encore pleins, cela fait bien plusieurs dizaines de milliers. Mais la diversité inhabituelle des manifestants mérite aussi d'être soulignée. Certes, comme en témoignent les banderoles, le gros des rangs vient bien de la FSU et du SNES. Pourtant, tous les participants habituels à ce genre d'initiative ne semblent pas présents. A part SUD, les autres syndicats qui appellent à la manifestation sont plus discrets. On y identifie par leur badge "Prépas en danger", de nombreux professeurs de ces classes, peu habitués à ce genre d'exercice. Dans les nombreux kiosques on ne se précipite plus volontiers vers le Monde, Libé ou Charlie-Hebdo que vers la nouvelle Huma du samedi. Un humour pluriel et divers est présent partout. C'est bien sûr, Claude Allègre qui en fait les frais. Le mot d'ordre qui revient sans discontinuer tout le long du cortège est : "Allègre bouffon, on veut ta démission". Ceux concernant les moyens pour l'école, qui figurent bien sur certaines pancartes, ne font l'objet d'aucun slogan.

Finalement, cette manifestation, dont il faudra toute la mauvaise foi ministérielle et médiatique pour prétendre qu'elle n'était pas réussie, témoigne de certaines choses. Elle confirme d'abord que le ministre provoque le rejet d'une large majorité des enseignants. Elle souligne ensuite la montée en cours d'une opposition plurielle à ses réformes. Partant de préoccupations diverses, elle peut encore connaître de nouvelles convergences. Mais elle montre qu'il reste aussi beaucoup de travail pour une meilleure perception des enjeux. Il faut s'y atteler d'urgence, en commençant par le développement d'un véritable débat associant sans restriction tous les intéressés. Ils sont très nombreux.

Fort mobilisation à Nantes pour empêcher l'expulsion d'Adjèle

Adjèle, de nationalité togolaise, et arrivée en France il y a un peu plus de 4 ans. Elle s'est inscrite en fac de sociologie et est actuellement en 2ème année. Elle travaille à mi-temps dans une entreprise de nettoyage (où elle bénéficie d'un contrat à durée indéterminée). Cela lui

SUP (syndicat de l'enseignement supérieur), le GASPROM, la Ligue des Droits de l'Homme, les élus communistes de Nantes se sont retrouvés au Tribunal administratif le 18 mars pour montrer leur opposition à cette décision inhumaine et leur solidarité avec Adjèle.



permet de subvenir à ses besoins mais rend plus difficile sa poursuite d'études, d'autant qu'Adjèle n'a jamais demandé le statut d'étudiant-salarié.

En décembre dernier, cette jeune femme s'est vue refuser le renouvellement de sa carte de séjour et a reçu l'injonction de quitter le territoire français. Adjèle, dès la fin de l'année 98, s'est adressée à Patricia Morinière, élue communiste de Nantes, pour lui demander d'intervenir auprès du Préfet.

L'élue communiste a reçu une réponse négative à sa demande de régularisation administrative d'Adjèle. Le Préfet, considérant que les études de la jeune femme manquaient de sérieux a pris le 8 mars dernier, un arrêté de reconduite à la frontière.

Aussitôt cette décision connue, une forte mobilisation s'est rapidement mise en place. Les étudiants et les enseignants de sociologie, le SNE-

Le Tribunal administratif a rejeté la demande d'Adjèle, considérant que «le fait qu'elle poursuive des études ne suffit pas à établir l'illégalité de la décision du Préfet». Immédiatement, une Assemblée générale de soutien à Adjèle s'est tenue à la fac, décidant d'un rassemblement l'après-midi devant la Préfecture.

Une délégation composée de 3 enseignants de sociologie, de 5 étudiants et de 2 élus communistes a été reçue par le chef de cabinet du préfet qui l'a informée de la décision de suspendre l'arrêté de reconduite jusqu'à la fin de l'année universitaire...

Un premier recul dû à la forte mobilisation, dans une très grande diversité.

Mais le problème de fond demeure et seul un large mouvement pour la régularisation peut faire avancer la situation d'Adjèle et de tous les autres sans-papiers.

Dervallières : un débat au coeur de la vie

Une vingtaine de personnes, communistes ou non, se sont retrouvées pour la traditionnelle rencontre de ce début d'année, organisée par la cellule des Dervallières du Parti Communiste Français.

La situation générale, avec les difficultés au quotidien, chômage, pouvoir d'achat, retraite et l'attente de voir une orientation politique plus lisible et la situation du quartier ont porté à discussion. Et comme a pu le dire Henri Moysan, animateur de la cellule du quartier : " Sur les Dervallières, ce ne sont pas les problèmes qui manquent : logement social, insécurité viennent s'ajouter aux autres problèmes. Mais là encore, la manière de les traiter, empoisonne la vie des habitants de la cité HLM ".

Discussion aussi sur les choix budgétaires de la municipalité et la présence de Michel Rica, secrétaire de la section, mais aussi conseiller municipal de Nantes a permis d'apporter un certain nombre d'éclairages sur ces choix. En particulier, concernant les choix économiques d'apporter des aides financières lourdes à des entreprises qui ne créent aucun emploi, puisqu'à l'exemple de la SNCF, ce sont des emplois déjà existants sur Paris qui vont être délocalisés. Par contre attente forte des habitants de voir leur quartier être pris en compte et que les équipements sociaux (à l'image du gymnase) soient entretenus ou réparés s'ils sont cassés.

Et puis la discussion ne pouvait pas passer à côté de ce qu'il faut bien appeler une aberration, puisque le nouvel inspecteur d'académie qui doit être dans le département, ce qu'Allègre est au pays, supprime rien de moins que 3 postes d'instituteurs à la rentrée prochaine sur le quartier. C'est la ZEP des Dervallières qui est considérée parmi les plus en difficulté. Actuellement, plus de 50% des élèves arrivent au collège avec un an ou deux de retard. Il a donc été décidé d'organiser une conférence de presse sur cette question et de demander une rencontre auprès de l'inspecteur d'académie. Et puis, la cellule n'aurait pu terminer ce sympathique après-midi sans évoquer ce que l'on peut appeler le vecteur de l'activité communiste sur le quartier, son " journal ", qui est régulièrement distribué de la main à la main vers les 2300 logements que compte la cité.

Restait à prendre le pot de l'amitié qui a permis, là encore, de prolonger les discussions.

NOUVELLE FORMULE DE L'HUMANITE



UNE DIFFUSION MILITANTE COMME SUR LA PHOTO DEVANT LA POSTE A NANTES

Breil : besoin de se parler

Il y avait de l'ambiance le samedi soir 13 mars 1999 au centre du Breil Malville. 22 habitants (12 communistes et 10 sympathisants) ont répondu à l'invitation de la cellule du quartier.

Cette soirée s'inscrivait dans la démarche du Parti Communiste d'échanger entre citoyens et de répondre au besoin de se parler.

tiplient dans certains coins du quartier, en particulier, dans les tours. Les participants ont avancé quelques propositions : réaménager les entrées des immeubles, augmenter le nombre d'ilotiers, développer la prévention avec des éducateurs en plus grand nombre.

Après les problèmes du quartier, c'est la liste du Parti Communiste



La question du logement a été longuement débattue ; la cité a besoin d'être rénovée (construite depuis plus de 35 ans) mais les augmentations de loyer qui en découlent sont insupportables. Les Communistes soutiennent les actions des locataires de Nantes Habitat qui souhaitent la remise aux normes des logements (en particulier des installations électriques) mais qui refusent les augmentations de loyer (10%). Les habitants de NCD luttent depuis septembre 1998 contre les hausses de loyer (40 à 60%) et les rappels de charge qui atteignent jusqu'à 15.000 F.

Les incivilités se mul-

pour les élections européennes qui a été l'occasion d'échanges. Tous les participants ont apprécié la parité hommes/femmes, mais aussi l'ouverture aux non communistes à parité. Cette liste ouverte comme un gage de succès pour une nouvelle réorientation européenne qui serait centrée sur la satisfaction des besoins des hommes et des femmes et non plus sur l'accumulation de l'argent.

Ensuite, la soirée s'est prolongée autour d'un couscous qui a remporté un vif succès ! Tous les participants ont apprécié la convivialité de la soirée.

Pourquoi ?

Rencontre en ce samedi après-midi des Communistes d'une des cellules du centre ville de Nantes, la cellule Le Paih. Dans une brève introduction au débat, son responsable évoque la situation créée par les concentrations des groupes au niveau mondial, les répercussions sur l'emploi et naturellement atterrit sur les propositions de listes pour les Européennes.

Il n'y aura pas de temps mort dans cette discussion qui durera toute l'après-midi.

Pourquoi... c'est en fait la principale question qui se répète un grand nombre de fois.

Il est nécessaire d'avoir les éléments de réflexion pour com-

prendre, apprécier, s'inscrire dans la démarche.

C'est vrai, comme le dira un des participants, " nous n'avons pas l'habitude d'aborder de telles questions ", " c'est nouveau, ça décoiffe un peu " renchéra un autre.

Cette liste, la démarche qu'elle fait vivre, les répercussions qu'elle aura sur la vie politique en France et en Europe, n'a pas fini de faire des vagues, de faire couler de l'encre et de la salive. C'est ce que nous pouvons tirer comme enseignement majeur de cet après-midi au siège de la section de Nantes, où tranquillement pour achever cette discussion, les participants levaient le verre de l'amitié et dégustaient quelques gâteaux secs.

La double parité : une liste pour une campagne offensive

ELECTIONS
EUROPÉENNES

La double parité, parité hommes-femmes, personnalités du mouvement social et citoyen-personnalités issues du Parti Communiste, la voilà !

L'identité et les qualités des 87 candidates et candidats de la liste conduite par Robert Hue pour les élections européennes du 13 juin en disent plus long qu'un long discours : une liste constituée non pas par un "appareil", disposant des candidats selon de savants dosages, mais par 87 hommes et femmes décidant de se rassembler dans le respect de l'apport original de chacune et de chacun.

Avec une forte détermination à mener ensemble une campagne novatrice, libératrice d'énergies, de créativité qui ne demandent qu'à s'exprimer. Dans le plaisir partagé de faire de la politique autrement, dans une volonté commune de faire entendre une parole nouvelle en politique, pour faire bouger l'Europe.

1. **Robert Hue** - Secrétaire national du Parti Communiste
2. **Geneviève Fraisse** - Philosophe, directrice de recherche au CNRS. Ancienne déléguée interministérielle aux droits des femmes
3. **Yasmine Boudjenah** - Doctorante en économie. Ancienne secrétaire nationale de l'Union des Etudiants communistes
4. **Francis Wurtz** - Responsable national du PCF. Député européen sortant
5. **Fodé Sylla** - militant antiraciste
6. **Sylviane Ainardi** - Responsable nationale du PCF. Députée européenne sortante
7. **Philippe Herzog** - Economiste. Député européen sortant
8. **Manuela Gomez** - Responsable nationale du PCF. Secrétaire de la Fédération de Haute-Savoie
9. **Aline Pailler** - Journaliste. Députée européenne sortante
10. **Sylvie Jan** - Féministe, engagée pour la défense des droits et des libertés des femmes en France et dans le monde
11. **Michel Deschamps** - Syndicaliste enseignant
12. **Nadia Amiri** - Militante antiraciste. Coordinatrice de l'association «un jour pour l'Algérie»
13. **Denis Cohen** - Militant syndicaliste dans le secteur de l'énergie
14. **Annick Mattighello** - Responsable nationale du PCF. Secrétaire de la Fédération du Nord.
15. **Roland Favaro** - Responsable national du PCF. Conseiller régional de Lorraine
16. **Sophie Thonon** - Avocate. Défenseur des droits de l'homme, en particulier en Amérique latine
17. **Maxime Gremetz** - Responsable national du PCF. Député de la Somme
18. **Monique Dental** - Déléguée française du «lobby européen des femmes»
19. **François Desanti** - animateur des comités de lutte et de défense des chômeurs
20. **Michela Frigiolini** -

- Militante italienne en France pour les droits des gays et lesbiennes en France et en Europe
21. **Jean-Claude Danglot** - Responsable national du PCF. Secrétaire de la Fédération du Pas de Calais
22. **Malika Zediri** - Animatrice de mouvement de chômeurs et de lutte contre l'exclusion
23. **Cathy Savel** - Militante syndicaliste dans l'Allier
24. **Stanislas Nordey** - Metteur en scène. Militant pour les «sans droits»
25. **Mireille Pernot** - Responsable du PCF dans les Bouches du Rhône
26. **Christian Favier** - Vice-président du Conseil général du Val de Marne
27. **Tamara Fischer** - Jeune militante allemande du PDS
28. **Marie-Christine Guiseppi** - Dirigeante d'une union mutualiste
29. **Nicole Delepine** - Médecin des hôpitaux de Paris; chef de service en Seine-Saint-Denis
30. **Aude Lumeau** - Preceptis - Etudiante. Membre du Conseil permanent de la jeunesse
31. **Isabelle Mayer** - Responsable du PCF à Paris
32. **Jean-Louis Jegaden** - Militant syndicaliste aux Chantiers navals du Havre
33. **Jean-Pierre Massias** - Professeur de droit public
34. **Dominique Grador** - Responsable nationale du PCF. Secrétaire de la Fédération de Corrèze
35. **Nicole Abar** - Internationale de football
36. **Isabelle Masson** - Syndicaliste
37. **Christophe Hodé** - Secrétaire général du Mouvement des Jeunes communistes
38. **Josiane Collerai** - Responsable du PCF dans l'Hérault. Conseillère régionale
39. **Eugène-Henri More** - Président d'«Agir autrement», réseau citoyen dans les quartiers populaires
40. **Marie Estripeau-Bourjac** - Universitaire à Bordeaux
41. **Dominique Bucchini** - Maire de Sartène (Corse)
42. **Louis Broch** - Maire

- de la Trinité dans les Alpes maritimes
43. **Jeanine Dorel-Lemoigne** - Militante des droits de l'homme dans le Var
44. **Helga Amail Shoder** - Militante syndicaliste de la métallurgie allemande
45. **Jean-Michel Bodin** - Responsable national du PCF. Vice-Président du Conseil régional de la région centre
46. **Céline Denoyelle** - Cheminote. Responsable de la jeunesse communiste en Gironde
47. **Julie Minot** - Responsable nationale de l'Union des Etudiants communistes
48. **Dany Yssorche** - Responsable du PCF en Dordogne
49. **Gérard Lalot** - Responsable du PCF. Secrétaire fédéral de l'Aisne et conseiller régional
50. **Bernadette Tric** - Technicienne chimiste. Militante syndicaliste dans l'industrie pharmaceutique
51. **Jean Cordillot** - Maire de Sens. Conseiller régional de Bourgogne
52. **Simone Fayaud** - Responsable nationale du PCF. Secrétaire de la fédération de Charente
53. **Eléonore Bourdeaux** - Militante associative et antiraciste
54. **Pierre Mathieu** - Responsable national du PCF. Secrétaire de la Fédération de l'Aube
55. **Grégorio Jimenez Roman** - Responsable dans le mouvement associatif des Espagnols immigrés en France
56. **Mériem Derkaoui** - Féministe engagée dans la solidarité avec les femmes algériennes
57. **Géraldine Souloumiac** - Doctorante en sociologie. Syndicaliste étudiante
58. **Gérard Lahellec** - Responsable national du PCF. Secrétaire de la Fédération des Côtes d'Armor
59. **Magali Chastagner** - Syndicaliste. Etudiante à Nîmes
60. **Claude Godart** - Syndicaliste dans l'aéronautique
61. **Marie-Jeanne Gobert** - Responsable du

- PCF dans le Calvados
62. **Zohra Chorfa** - Syndicaliste. Militante des droits de l'homme
63. **Francis Lahaut** - Maire de Saint-Claude (Jura)
64. **Michèle Picaud** - Cadre supérieur hospitalier. Conseillère régionale des Pays de la Loire
65. **Bécher Bennafla, dit Kamel** - Comédien
66. **Daniel Bachet** - Economiste
67. **résumé**
68. **Bernard Lubat** - Musicien. Artisan ouvrier
69. **Anne-Marie Juanaberrria** - Exploitante agricole dans l'Aveyron
70. **Michel Belletante** - Metteur en scène. Directeur d'équipement culturel à Pont-de-Claix dans l'Isère
71. **Jacqueline Jacquet** - Responsable du PCF à Bourges
72. **André Gerin** - Responsable national du PCF. Député maire de Vénissieux
73. **André Benedetto** - Auteur, acteur
74. **Danièle Gain** - Agent artistique
75. **Nadine Garcia** - Economiste. Responsable national du PCF
76. **Jean Vautrin** - Ecrivain
77. **Yves L'Helgoualc'h** - Responsable dans les pêches maritimes en Bretagne
78. **Catherine Puig** - Vice-présidente du Conseil général de Seine-Saint-Denis
79. **Jean-Claude Petit** - Compositeur
80. **Jacques Milliez** - Professeur de médecine
81. **Annick DAVISSE** - Militante pédagogique du sport et de l'enseignement
82. **Jean Ferrat** - Auteur-interprète
83. **Alain Bocquet** - Responsable national du PCF. Président du groupe communiste à l'Assemblée nationale
84. **Anne Delbée** - Metteur en scène, écrivain
- Architecte
86. **Maurice Kriegel-Valrimont** - Résistant. Député honoraire
87. **Marie-George Buffet** - Ministre de la Jeunesse et des Sports

Elections européennes : les «87» ont la parole

Parler des 87 individualités de la liste conduite par Robert Hue, représentatives des citoyens de ce pays, c'est tâche ardue. Et si on leur laissait la parole ?

«Notre liste délivre de nombreux messages, estime Marie-George Buffet, sur l'histoire comme sur les rapports du Parti Communiste avec la société».

Ce que traduit, en observateur, Stéphane Rozès, politologue, en parlant d'une liste «en cohérence avec une identité communiste adaptée à la période nouvelle». Et ajoute-t-il : «Les acteurs de la vie sociale, privés de droits, les femmes, les jeunes d'origine étrangère, tous ceux qui créent quelque chose ont besoin de la médiation politique. Quant au Parti Communiste, il montre que la gauche ne peut se légitimer que si elle s'indexe sur le mouvement social».

Y a-t-il un risque de «récupération» ou c'est de tout autre chose qu'il s'agit ?

Nadia Amiri, animatrice de l'association «Un jour pour l'Algérie» raconte : «J'avais lu dans le Monde que les Communistes voulaient faire une liste de double parité avec une large place au mouvement associatif. J'ai donc écrit pour proposer ma candidature».

François Desanti, animateur des Comités de lutte et de défense des chômeurs est clair : «Je m'engage avec le Parti Communiste mais le Parti Communiste s'engage avec moi».

Fodé Sylla qui déclare : «C'est grâce à vous, les militants communistes, que je suis candidat», prédit que «cela va cartonner».

Et l'espoir de Malika Zediri, militante contre le chômage et l'exclusion : «Des copains, qui ne participent plus aux élections depuis longtemps, m'ont assuré qu'ils iront voter».

L'architecte Roland Castro jure, on s'en serait douté, qu'«il n'a pas l'intention d'être un intellectuel pot de fleurs»...



Une toute autre idée

Samedi 13 mars, la liste conduite par Robert Hue bousculait le paysage politique en se présentant et en adoptant un Manifeste dont nous tirons quelques extraits :

Samedi 13 mars, la liste conduite par Robert Hue bousculait le paysage politique en se présentant et en adoptant un Manifeste dont nous tirons quelques extraits :

" La France, le monde ont aujourd'hui besoin d'Europe. Pas d'une Europe-jungle, où tout commence par des rapports de force pour finir par des rapports d'argent. Mais d'une vraie communauté de peuples et de nations où l'on ait envie d'être et de construire ensemble et à égalité. (...)

Ce choix, cette perspective, cette espérance pour l'Europe correspondent, pensons-nous, aux attentes de la société française. Elles sont à l'unisson des exigences qui mobilisent le «mouvement social». Nous le savons : nous en sommes partie prenante.

Dans la diversité de nos convictions et de nos sensibilités, ce qui nous rassemble et fonde notre présence sur cette liste, c'est que notre commune volonté euro-constructive, nos expériences professionnelles, nos luttes pour transformer le cours des choses, nos vies même se heurtent chaque jour aux dogmes régnants du libéralisme, à la chasse ravageuse aux «parts de marché», aux blessures et aux violences qui en découlent. (...)

De tout cela, nous voulons contribuer à tourner la page. Nous avons une toute autre

idée de l'Europe. Nous affirmons que c'est à partir des exigences du mouvement civique et social -en France et dans les autres pays européens - qu'il faut orienter la construction européenne. (...)

La France, avec l'idéal républicain, la laïcité, le droit du sol, le service public, la protection sociale... peut grandement y contribuer. Et les autres peuples, les autres nations ont aussi beaucoup à apporter. Ensemble, ils peuvent inventer du nouveau pour l'Europe. (...)

Nous nous retrouvons sur cette liste parce que le Parti Communiste l'a souhaité et rendu possible. En décidant d'être résolument partie prenante du chantier d'une construction européenne progressiste. En choisissant une «double parité» assurant la présence pour moitié d'hommes et de femmes, de personnes qui ne sont pas issues de ses rangs.

Ainsi, y a-t-il parmi nous des Communistes de sensibilités diverses; des candidats qui furent en d'autres temps, exclus ou écartés du PCF; des hommes et des femmes plutôt proches d'autres formations de gauche ou d'extrême gauche; des candidats davantage engagés dans l'action d'associations, syndicats, réseaux indépendants des partis politiques. Chacun et chacun apportera, en toute liberté de parole, son concours à notre campagne commune. (...)

Cette liste affirme la fin du statut réservé de «spécialiste» pour «la classe politique». Elle atteste qu'il est possible que des personnes qui exercent un métier, travaillent et créent, qui s'impliquent dans une association, un syndicat, un comité, une oeuvre, fassent, un moment de leur vie, de la politique. Elle annonce et accompagne la fin de ce qui a fait le succès de l'extrême droite : le déficit républicain, le déficit démocratique. Elle se veut un recours pour celles et pour ceux qui, découragés, s'abstiennent. (...)

Après le choix porteur d'espoir de la «mutation communiste» à laquelle notre tête de liste consacre ses efforts, et la bonne surprise de la victoire de la gauche plurielle sur la droite, nous sommes la liste d'un nouvel élan pour le changement.

Nous nous voulons aussi une liste fondatrice de pratiques politiques neuves pour aller de l'avant vers la république des citoyennes et des citoyens, la république de la solidarité dans la société métissée de notre temps, et vers la communauté réconciliée des européens pour une perspective de développement partagé et des rapports de co-développement avec les peuples du Sud. Pour un message d'ouverture et d'espérance, constructif et généreux, porté en France, en Europe et dans le monde.

Quand le mouvement social surgit dans la vie politique

L'Europe concerne de plus en plus notre vie quotidienne.

On le voit avec la transposition en droit national de la directive européenne sur l'électricité que les Communistes n'ont cessé de combattre et pour laquelle ils ont joué un grand rôle en faveur d'une transposition reconnaissant le droit à l'électricité pour tous et préservant le statut d'EDF; la réforme de la politique agricole commune contestée par tous les agriculteurs européens comme on l'a vu lors de la puissante manifestation européenne à Bruxelles le mois dernier.

Mais il y a de fortes inquiétudes et des doutes chez nos concitoyens quant à la volonté du gouvernement de créer toutes les conditions pour des améliorations substantielles de leur vie, notamment dans les domaines du pouvoir d'achat et de l'emploi.

Des mesures positives ont été prises comme les 35 heures (qui devraient permettre d'ailleurs plus de créations d'emplois), les emplois-jeunes, la couverture maladie universelle, le

pas en avant vers la parité, la lutte contre le dopage dans le sport.

À côté de ces avancées on ne peut qu'être inquiet de l'accélération des privatisations, du monopole financier qui se joue avec les restructurations dans le secteur bancaire; inquiet aussi de la modification du statut des Caisses d'épargne ou d'un mauvais compromis sur la réforme de la politique agricole commune.

Les enseignants, les parents d'élèves réagissent à propos de la manière dont est engagé le débat sur l'avenir de l'école, les postiers à propos de la mise en oeuvre de la loi sur les 35 heures

qui ne créerait pas d'emplois tout en aggravant leurs conditions de travail, les assurés sociaux face au récent rapport de la Caisse nationale d'assurance maladie qui envisage de nouvelles économies de 62 milliards de francs sur la protection sociale et la santé, les retraités qui n'ont bénéficié d'aucune revalorisation de leurs pensions. De nombreuses actions pour défendre l'emploi et chez les privés d'emplois, pour le droit à la sécurité dans

les villes et à l'école sont menées.

Les mouvements sociaux continuent donc de s'exprimer de manière diverse dans tout le pays.

Les Communistes n'ont jamais considéré les mouvements sociaux et sociétaux comme des handicaps pour la réussite d'une politique de gauche. Bien au contraire, ils sont à leurs yeux une condition nécessaire, une chance pour cette réussite face aux pressions du grand patronat, de la droite, des marchés financiers et des promoteurs de l'Europe ultralibérale.

La liste conduite par Robert Hue aux élections européennes du 13 juin vise justement à donner à ceux-ci de la force, de l'efficacité pour infléchir la donne politique. C'est la mutation du Parti Communiste qui lui permet aujourd'hui d'exercer cette fonction communiste nouvelle permettant une expression politique plus large et plus efficace de celles et ceux qui veulent ancrer la politique à gauche.

Pour répondre au besoin d'Europe qui s'accroît, l'action pour une Europe sociale et démocratique

EST L'ÉVÉNEMENT POLITIQUE



ACTUALITÉ

Dossier de NLA

Il faut reprendre le chantier de la transformation de l'école, 2 pages sur le malaise profond dans l'Education Nationale font l'objet d'un nouveau dossier des Nouvelles.

Lire pages 3 et 4

Rencontres et initiatives

De Saint Nazaire à Nantes, les rencontres et débats se multiplient à l'initiative des Communistes, mais également dans l'action à l'exemple de celle menée contre l'expulsion de Adjèla à Nantes ou contre l'insécurité à Saint Nazaire.

Lire pages 5 et 8

Forum : un débat fort à la hauteur des ambitions



Démarche politique des communistes, utilité du PCF, les conditions du changement en France et en Europe : ils étaient environ 200 Communistes, non membres du PCF, acteurs du mouvement social et sociétal à débattre sans esquive de ces questions aux Salons Mauduit de Nantes, le mercredi 10 mars. Une initiative publique de la Fédération de Loire-Atlantique du PCF, préparée de manière inédite, associant dirigeants fédéraux, militants ayant listé un certain nombre de personnalités du mouvement social, citoyen, syndical connues d'eux et qui avaient été invitées personnellement.

" Nous avons des choses à nous dire " annonçait l'invitation au Forum. De fait, le débat fut à la hauteur de l'ambition. Qu'on juge avec ces quelques extraits de paroles entendues :

" Le PCF est-il prêt à donner de la force et de la cohérence à ce qui surgit de neuf dans la société ? ", questionnait tel communiste décrivant ces quartiers nantais où les familles survivent avec des revenus de misère. "

Comment mieux se faire comprendre, alors que le plan Juppé est toujours appliqué ? " s'interrogeait un militant syndicaliste hospitalier.

Un autre plus critique et affirmant " que ce gouvernement amplifie et accélère la politique libérale ", s'attire cette réaction de Claude Pondemer, dirigeant national du PCF : « notre objectif, c'est que la gauche réussisse. Pour cela, il faut prendre ses responsabilités, ce que les Communistes ont fait en allant au gouvernement, et donner de la force à tout ce qui concourt à mettre en cause les choix libéraux ».

Un jeune interpellé alors l'assistance sur le vote d'extrême gauche pour lequel « il ne faut pas avoir une vision amusée et qui exprime un mécontentement réel ». Un syndicaliste enseignant s'inquiète, quant à lui, de l'école mise à mal par Allègre, tandis qu'une adhérente de Lutte Ouvrière affirme que le PCF est solidaire des choix gouvernementaux. Ce à quoi un eune étudiant communiste rétorque : « Le PCF n'a jamais eu aucune illusion sur le PS. La présence

communiste au gouvernement marque le PS et l'empêche de gouverner avec le centre-droit comme en 1988 ». Un Communiste plus ancien dans le Parti ajoute un peu plus tard : " la gauche, ce n'est pas la droite, mais cette gauche est plurielle et il est important, vital, que le PCF sorte de l'isolement et du ghetto. Nous ne détenons pas la seule vérité et nous avons renoncé, fort heureusement au parti d'avant-garde, indiquant un chemin tracé d'avance ".

Intervenant dans le débat, Gilles Bontemps insistait sur le fait que " nous travaillons avec les gens à construire un projet politique progressiste et anti-libéral ".

Le débat s'avançait tard dans la soirée et il fallut l'interrompre. Mais la démonstration était faite qu'il y avait effectivement des choses à se dire et qu'il restait surtout beaucoup à faire pour les Communistes dans une société porteuse de contradictions fortes.

Yann Vince.

Elections cantonales partielles de Paimboeuf

Le premier tour de l'élection partielle de Paimboeuf, qui faisait suite à l'annulation du résultat de mars dernier, a confirmé le sens du vote des électeurs du canton, il y a un an.

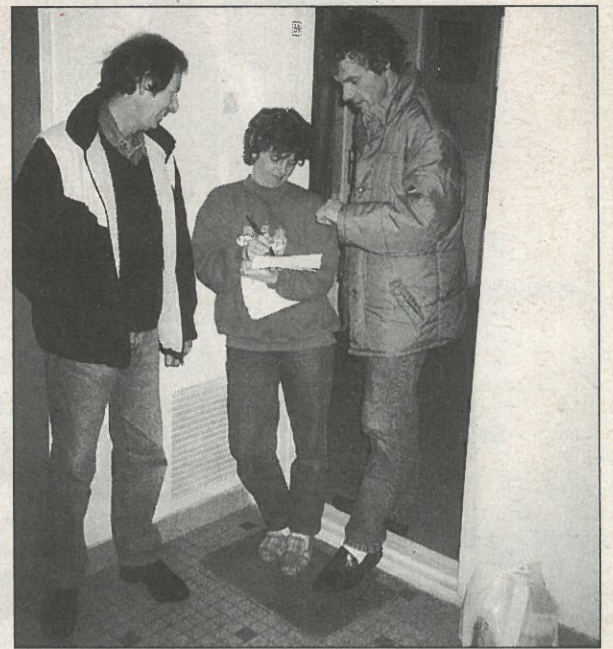
Beaucoup de gens avaient mal vécu ce retour aux urnes, ce qui explique le taux d'abstention et la confirmation dans le résultat de ce qu'avait été le scrutin de mars dernier.

Le candidat du Parti Communiste Jean-Joël Murati et celui du MDC cèdent du terrain alors que l'élu de mars 1998, la candidate du Parti Socialiste, conforte sa position.

Le candidat du Front National se retrouve, lui, en chute libre passant de 10% à un peu plus de 2%.

Interrogé sur le résultat de ce scrutin et sur celui du candidat communiste, le secrétaire de la section déclarait : « si le résultat obtenu par Jean-Joël Murati ne lui semblait pas à la hauteur des enjeux actuels, il est cependant un nouvel élan pour la gauche sur le canton. Il faut maintenant battre la droite en rassemblant toutes les forces de gauche dans leur pluralité sur le nom de Yanick Lebeauipn ».

Saint-Nazaire: autour des questions d'insécurité



Les Communistes du quartier de la Chesnaie s'activent beaucoup ces temps-ci!

Depuis de nombreux mois, des dégradations de biens publics et privés ont tendance à se renouveler de plus en plus souvent.

Des incendies volontaires, particulièrement dans les tours de la rue des Troènes, sont également à l'origine d'un sentiment d'insécurité grandissant.

D'évidence, ces questions viennent en discussion à la réunion de cellule et il est décidé de réagir.

Un texte de pétition à l'adresse de la sous-préfecture, de la Mairie et de la Société HLM est rédigé.

Renforcement des effectifs de police et des rondes de nuit; renforcement des effectifs d'éducateurs spécialisés; embauche et formation de chômeurs sous la responsabilité d'un éducateur comme agent de médiation; renforcement des effectifs de la Maison de Quartier pour encadrer les jeunes dans des activités sportives ou autres...

D'autres préoccupations des habitants sont destinées à l'Office HLM: renforcement du nombre d'agents de propreté; création de postes de gérants d'immeubles; mise en place d'une commission de consultation locataire-bailleur.

Des équipements sportifs à l'usage des adolescents sont également réclamés.

Le porte à porte rencontre un vif succès, les discussions passionnées, intéressantes et très rarement anti-jeunes.

A ce jour, 400 signatures sont collectées et rendez-vous est pris avec les décideurs.

Affaire à suivre...

Centre Hospitalier spécialisé de Blain

Après avoir écrit à Martine Aubry et François Fillon, Michèle Picaud, cadre supérieure infirmière, nous fait part de l'intervention citoyenne de tout le service de Blain/Orvault au CHS de Blain.

En effet, 50 personnes se sont mobilisées (ASH, infirmiers, assistants sociaux, psychologues, médecins) pour dénoncer la situation d'urgence vécue par leur secteur compte tenu du manque crucial de psychiatres.

Est dénoncée l'impossibilité de répondre aux demandes importantes de consultations, la remise en cause du travail de réseau puisque les structures telles que les centres médico-psychologiques et les centres d'accueil voient leur activité gelée en terme de prévention et de soins de proximité.

Qu'en est-il du travail de réseau et de la logique du secteur ?

L'équipe pluridisciplinaire rappelle que leur service est riche en compétences professionnelles, que celui-ci a toujours rempli au niveau qualitatif et quantitatif ses missions, qu'il est en adéquation avec le projet d'établissement approuvé.

L'aspect préoccupant de cette situation impose en urgence des réponses adéquates à la crise actuelle, aussi une lettre ouverte dénonçant les conséquences de cette pénurie de psychiatres est adressée : au ministère, à l'ARH, à la DRASS, à la DDASS, aux élus, au conseil de l'ordre, aux directeurs d'hôpitaux, etc... afin que des moyens soient donnés au service public pour toutes les missions auxquelles l'hôpital doit répondre.

L'association Avec Marx ? organise sa dernière conférence-débat sur le thème du travail : **Les changements structurels du travail** Comment pourrait-on travailler dans une France démocratique ? Quel type de travail les partis et les syndicats peuvent-ils revendiquer ? avec **Danièle Linhart, sociologue** **jeudi 8 avril - 20h30** **Manufacture des Tabacs - Nantes**

Marcel CHENAIS

On apprend la mort de Marcel Chénais, à l'hôpital local de Savenay. Militant du Parti Communiste, il avait travaillé dans les années d'après guerre au journal Ouest-Matin. Il a été candidat à plusieurs reprises aux élections cantonales ou municipales. Habitant le Petit-Brossais à Savenay, avec son épouse Huguette, c'était une figure bien connue de la vie militante et syndicale locale. Depuis quelques mois, il souffrait d'une grave maladie. Sa disparition touche tous ceux qui se souviendront de lui comme d'un exemple de fidélité et de conviction.

- 12. Nadia Amiri - Militante antiraciste. Coordinatrice de l'association «un jour pour l'Algérie»
- 13. Denis Cohen - Militant syndicaliste dans le secteur de l'énergie
- 14. Annick Mattighello - Responsable nationale du PCF. Secrétaire de la Fédération du Nord.
- 15. Roland Favaro - Responsable national du PCF. Conseiller régional de Lorraine
- 16. Sophie Thonon - Avocate. Défenseur des droits de l'homme, en particulier en Amérique latine
- 17. Maxime Gremetz - Responsable national du PCF. Député de la Somme
- 18. Monique Dental - Déléguée française du «lobby européen des femmes»
- 19. François Desanti - Animateur des comités de lutte et de défense des chômeurs
- 20. Michela Frigiolini -

- 32. Mil Cha
- 33. Proli
- 34. Resj
- 35. Féd
- 36. Inte
- 37. Syn
- 38. Seci
- 39. Moi
- 40. com
- 41. Res
- 42. l'H régi